

## PROCESSUS DE RÉHABILITATION DE CHAKIB KHELIL

## Une tournée à décrypter

**De nouveaux éléments permettent aujourd'hui de mieux décrypter le mystère du périple de Chakib Khelil à travers les zaouïas du pays. Cette tournée, d'une fréquence rare, paraît directement liée au projet du FLN d'organiser prochainement un colloque national regroupant les plus importantes zaouïas à l'échelle nationale. Pour y absoudre officiellement l'ancien ministre de l'Energie ?**

**Abla Chérif - Alger (Le Soir) -**

Les faits se recourent. Ils semblent incontestablement liés à un projet mûri et datant d'avant même le retour tant controversé de Chakib Khelil. Tout a commencé avec l'apparition inattendue de l'ancien ministre en compagnie de son épouse et de ses fils lors d'une soirée organisée par l'ambassade d'Algérie à New York pour la célébration des soixante ans d'indépendance de l'Algérie.

L'opinion choquée avait alors penché pour l'hypothèse d'un test lancé pour sonder les réactions qui suivraient un tel événement. Très vite, il apparaît cependant que la participation de Chakib Khelil à cette cérémonie représentait en fait le premier pas officiel qu'il mettait en Algérie. Et c'est à ce moment que Ammar Saâdani, le personnage par lequel le pouvoir fait actuellement passer tous ses messages, est chargé d'entamer le processus de réhabilitation de l'ancien ministre. Aux yeux des Algériens, ce dernier est synonyme de corruption, il est lié au mandat d'arrêt lancé à son encontre, son nom apparaît régulièrement dans la presse au cours de l'épisode du procès Saipem-Sonatrach.

Avec aplomb, le secrétaire général du FLN dément toutes ces accusations et présente l'homme comme une «personne intègre», victime d'un règlement de comptes entre l'ancien patron du DRS et la présidence avec laquelle il entretient des liens solides.

Ammar Saâdani ne rate plus aucune occasion de blanchir l'ancien responsable du ministère de l'Energie et se félicite de son retour. S'ensuit un cafouillage. Le nom de Chakib Khelil est évoqué dans un nouveau scandale, Unaoil, ses neveux et proches collaborateurs sont salis dans l'affaire des Panama Papers. Saâdani suit sa logique. Ouyahia, qui s'était gardé de s'exprimer sur le sujet, le rejoint et encense l'ancien

ministre.

De son côté, Khelil entame sa plaidoirie pour tenter de se réhabiliter aux yeux d'une société révolue. Pour ce faire, il joue la corde sensible des Algériens : la religion. Couvert d'un burnous blanc, il entreprend un pèlerinage inédit à travers les zaouïas du pays. Assis en tailleur, il apparaît tous les vendredis, jour saint, entouré de cheikhs prônant la bonne parole. Des gardes du corps l'accompagnent.

La cadence de ses visites intrigue. Mais elle s'explique, donc, à présent. Le même FLN qui avait préparé le retour de Chakib Khelil a annoncé ces derniers jours, qu'il préparait une rencontre nationale qui regrouperait les zaouïas les plus représentatives du pays. Selon Hocine Kheldoune, le chargé de communication du FLN, cette initiative entre dans le cadre



La cadence des visites de Chakib Khelil aux zaouïas intrigue.

Photo : New Press

de la mise en œuvre du front de soutien national autour du programme présidentiel auquel appelle Saâdani depuis un certain temps. Selon des informations en notre possession, des personnalités politiques importantes y seront présentes.

Chakib Khelil y compris ? L'option semble des plus plausibles. Une telle rencontre consti-

tuerait, de fait, une sorte de couronnement de la tournée des zaouïas (qui ne peut se poursuivre indéfiniment), un point d'orgue qui permettra à l'ancien ministre d'entrer de plain-pied dans le monde politique officiel en s'intégrant dans une rencontre organisée par un parti majoritaire qui représente la canne sur laquelle s'appuie le pouvoir actuel. Le chemin semble

tout tracé vers une «surprise» encore plus grande que celle de son retour ou de son absolution. Cette situation a d'ailleurs fait dire à Zoubir Arous, un sociologue qui s'est récemment exprimé dans un entretien livré à TSA, que Chakib Khelil ne peut «effectuer une telle tournée dans les zaouïas sans l'aval du pouvoir, c'est un domaine sensible. La zaouïa permet d'acquiescer une légitimité». Dans ce cadre, poursuit-il, «il s'agit également de créer un climat favorable à ceux qui s'occupent de la gestion du pays pour poursuivre leur politique en perspective des élections législatives de 2017 et de la présidentielle de 2019».

Cette lecture des événements par un sociologue nous renvoie immédiatement aux propos du même Ammar Saâdani qui avait annoncé, il y a quelques semaines, l'intention du Président Bouteflika de donner un poste à Chakib Khelil. Entre-temps, d'autres scandales l'impliquant ont éclaté. Le port du burnous blanc suffira-t-il à le réhabiliter aux yeux des Algériens ?

A. C.

## IMMIXTION DES ZAOUÏAS DANS LA SPHÈRE POLITIQUE

## Une tradition du système politique

**Mis à part la longue période du règne de Boumediène qui les avait totalement écartées de toute mission politique, les zaouïas se sont vu accorder un rôle prépondérant dans la sphère politique, notamment dans la bénédiction pour les nouveaux présidents.**

**M. Kebci - Alger (Le Soir) -** La tournée que vient d'entamer l'ex-ministre de l'Energie et des Mines, Chakib Khelil, à travers des zaouïas du pays, juste après son retour controversé au pays, relance de plus belle le débat sur le rôle de ces enceintes religieuses sur la scène politique nationale. Une mission qui, cependant, est loin de relever de l'inédit tant ces lieux ont, presque de tout temps, été sollicités pour apporter la bénédiction nécessaire aux options des maîtres du moment, notamment dans le choix du président ou pour se mettre au service du maître du moment, fut-il un colonisateur. Comme fut le cas lors de la longue nuit coloniale où l'association des Ulémas, qui n'a dû, elle aussi, se mettre dans le wagon révolutionnaire que plus tard, a

eu à dénoncer ces zaouïas pour complicité avec le colonisateur. Une attitude que le défunt président Houari Boumediène a adoptée le long de son règne, à tel point que l'on n'entendait que rarement des zaouïas tant elles n'étaient le sujet que de leurs adeptes. Ce n'est qu'à l'arrivée au palais d'El Mouradia, du défunt président Chadli Bendjedid dont l'épouse est la fille d'une zaouïa de Mostaganem, que ces structures ont entamé leur immixtion dans l'arène politique, et ce, par l'entremise de feu Larbi Belkheir, alors chef de cabinet du président de la République. Depuis, ces zaouïas n'ont jamais cessé de susciter l'intérêt des faiseurs de présidents et même de ministres.

Il n'y a qu'à se remémorer Abdelaziz Bouteflika, alors en pleine longue traversée du désert, effectuant des pèlerinages récurrents à la zaouïa Cheikh Belkebir d'Adrar dont le wali à cette époque, un certain Abdelmalek Sellal, entourait de tous les soins nécessaires. On affirme que l'ex-chef de la diplomatie savourait de longues siestes tout près de la tombe du saint-patron Belkebir. A son arrivée à la magistrature suprême en avril 1999, il se verra offrir le réseau des zaouïas par son directeur de cabinet d'alors,

feu Larbi Belkheir, et dont il ne cessera d'user pour asseoir son règne et pourquoi pas, assurer sa succession. Car pour beaucoup d'observateurs, l'option des zaouïas adoptée par Khelil rappelle non sans intérêt, la démarche de Bouteflika d'avant son accession à la présidence de la République.

Un procédé qui n'est pas, cependant, l'apanage des seuls faiseurs de présidents et de ministres puisque bien de chefs de partis de l'allégeance y recourent pour s'assurer une «purification» et ainsi être dans l'air du temps, en imitant les maîtres du moment dans l'optique de se maintenir à la périphérie du pouvoir pour ceux qui y sont déjà à l'image de Amar Ghoul et y accéder pour ceux qui le veulent à l'image de Naïma Salhi ou encore de Mohamed Benhamou.

De son côté, le FLN se prépare même à dédier un colloque à ces zaouïas, parties prenantes de l'initiative portant un nouveau front d'action pour soutenir le programme du président de la République. Des zaouïas qui, selon le vieux front, ont joué et jouent encore un «grand rôle dans la sauvegarde de l'identité et des constantes nationales».

M. K.

## BOUTEFLIKA EN SUISSE POUR RAISONS DE SANTÉ

## Un contrôle médical et des messages

**Abdelaziz Bouteflika est à Genève, en Suisse, depuis hier, pour, évidemment, des soins. C'est ce qu'a annoncé un très court communiqué de la présidence de la République, dans l'après-midi. En fait de communiqué, tout juste une seule phrase où chaque mot est pesé et quasiment identique au dernier communiqué en date du genre, rendu public le 3 décembre 2015.**

**Kamel Amarni - Alger (Le Soir) -** C'est en lisant les deux communiqués que l'on pourrait tenter de déchiffrer l'annonce d'hier de la présidence de la République.

Voici donc le contenu intégral du communiqué de ce dimanche 24 avril : «Son Excellence, M. Abdelaziz Bouteflika, président de la République, a quitté le pays ce

dimanche 24 avril 2016, pour une visite privée à Genève, durant laquelle il effectuera des contrôles médicaux périodiques.»

Le 3 décembre 2015, et pour le même type d'annonce, la présidence rendait public le communiqué qui suit : «Son Excellence M. Abdelaziz Bouteflika, président de la République, a quitté le pays ce jour, jeudi 3 décembre 2015, pour une courte visite privée en France, durant laquelle il effectuera ses contrôles médicaux périodiques, sous la direction de ses médecins traitants.»

Une autre simple phrase en guise de communiqué, d'apparence identique à celui d'hier, pas tout à fait, à voir de très près. En décembre 2015, la présidence a bien précisé qu'il s'agissait, d'abord, d'une «courte visite privée», ensuite que durant cette «visite privée», Bouteflika allait effectuer «ses contrôles médicaux périodiques, sous la direction de ses médecins traitants». Il s'agissait alors du séjour de Bouteflika dans

une clinique à Grenoble, en France, et qui était effectivement de courte durée puisqu'il avait regagné Alger deux jours plus tard. Or, pour cette «visite privée à Genève», la présidence ne précise aucune durée, ni n'évoque les «médecins traitants».

A l'évidence, le rédacteur du communiqué, Ahmed Ouyahia sans doute, ne veut nullement s'engager sur une échéance précise, s'agissant de la durée de ce séjour helvétique. Bien évidemment, c'est de la durée de ce séjour que l'on pourrait «dédire» le degré de gravité de la maladie de Bouteflika et de son état de santé réel.

L'homme, qui a subi deux lourds accidents de santé, en novembre 2005 puis en avril 2013, est l'objet d'un suivi médical permanent nécessitant l'installation d'un «petit hôpital» particulier à Sidi Fredj, doté de moyens ultramodernes, en plus d'un personnel médical de haut niveau. En plus, ses deux maladies, un ulcère hémorragique et

un AVC «dévastateur», nécessitent, effectivement, des contrôles réguliers à l'étranger, particulièrement au niveau de l'hôpital militaire français du Val-de-Grâce et à Genève.

Les séjours genevois de Bouteflika sont d'ailleurs si fréquents que, depuis 2006, toute une équipe de la garde présidentielle y est détachée en permanence.

C'est dire que la destination Genève, annoncée hier, n'obéit à aucun calcul politique même si un séjour ou une évacuation vers un établissement sanitaire français dans ce contexte de forte tension et de crispation des relations entre Alger et Paris serait, pour le moins, peu glorieux. «Il fallait que cela se sache que le Président était allé se soigner ailleurs qu'en France».

C'est ce qui explique ce communiqué car, d'habitude, les visites à Genève ne sont pas médiatisées, nous explique une bonne source.

K. A.